L’opposition burundaise présente à Bruxelles "les effets d’un hold up électoral"

@rib News, 31/10/2010Mot liminaire de la confÃ©rence de presse tenue par la coalition ADC-IKIBIRI en date du samedi 30 octobre 2010 Ã BruxellesThÃ¨me centralÂ : LE BURUNDI AU BORD DE Lâ€™IMPLOSION OU LES EFFETS ATTENDUS D'UN HOLD UP ELECTORALA)Â IntroductionDimanche passÃ©Â Ã©tait la date du 24 octobre 2010. A cette occasion, la coalition ADC-IKIBIRI a sorti une dÃ©claration rappelant que le 24 mai 2010, le Burundi a sombrÃ© dans un lourd dÃ©sordre politique sciemment provoquÃ© par le pouvoir en place Ã Bujumbura qui a organisÃ© et exÃ©cutÃ© un hold upÂ Ã©lectoral,Â la complicitÃ© de la Commission Electorale Nationale IndÃ©pendante - CENI, et sous lâ€™Å“il complaisant de la CommunautÃ© Internationale prÃ©sente au Burundi.Les consÃ©quences de cetÂ Ã©vÃ©nement sont actuellement nombreuses etÂ trÃ¨s grav pour le pays et sa population.Nous vous avons donc invitÃ©sÂ Ã Â cette confÃ©rence de presse, pour partager avec vous nos points de vue, et passer en revue les propositions de la coalition ADC-IKIBIRI pour sortir le pays de ce guÃªpier.
Nous avons retenu comme thÃ¨me principal de cette confÃ©rence de presseÂ :Â Â« LE BURUNDI AU BORD DE Lâ€™IMPLOSION OU LES EFFETS ATTENDUS D'UN HOLD UP ELECTORAL Â». B) Contexte gÃ©nÃ©ralAu lendemain du scrutin communal du 24 mai 2010, les Partis politiques, ADR-Urunani rwâ€™imvugakuri, le CDP, le CNDD, le FEDS-SANGIRA, le FNL, le MSD, le PARENA, le PIT, le PPDRR, le RADEBU, SAHWANYA-FRODEBU et UPD-ZIGAMIBANGA, ont entrepris ensemble beaucoup de dÃ©marches politiques visant Ã dÃ©noncerÂ la mascarade Ã©lectorale au cours de laquelle il avait Ã©tÃ© constatÃ© des fraudes massives et des nombreuses violations du Code Ã©lectoral qui ont fait complÃ¨mentÂ dÃ©railler tout le processus Ã©lectoral. Bien quâ€™ils aient lÃ©gitimement exigÃ© queÂ tout le processu Ã©lectoral soit repris de faÃ§on plus transparente, le pouvoir en place y opposa un refus mÃ©prisant. La suite on la connaÃ®t. Le pouvoir en place sâ€™enfonÃ§a seul dans un processus Ã©lectoral vidÃ© de tout son sens et sâ€™autoproclama vainqueur toutes les Ã©lections en dehors de la participation de la majoritÃ© de la population et des autres acteurs politiques.Constatant que le processus dÃ©mocratique Ã©tait gravement mis en danger par les comportements irresponsables et rÃ©prÃ©hensibles du pouvoir en placeÂ qui agissait en complicitÃ© avec la CENI, les Partis concernÃ©s ont dÃ©cidÃ© dâ€™unir leurs efforts pour refuser cet Ã©tat de fait et ont mis en place une organisation politique lÃ©gale, la coalitio ADC-IKIBIRI, Ã travers laquelle ils peuvent mener le combat politique consÃ©quent pour ramener le pays sur le droit chemin.En effet, enÂ date du 30 mai 2010,Â ils ont procÃ©dÃ© aux formalitÃ©s lÃ©gales de cette coalition en transmettant un dÃ©claration y relative au Ministre de lâ€™IntÃ©rieur en date du 7 juin 2010, et ce conformÃ©ment Ã lâ€™article 79 de la Cons etÂ Ã lâ€™article 8 de la loi nÂ°1/006 du 26Â juin 2003 portant organisation et fonctionnement des partis politiques, relatives a coalitions. Quelle date exactementÂ ? Le 30 mai ou le 7 juinÂ ? Il y a ambiguÃ¯tÃ©. Ou alors prÃ©ciser lâ€™Ã©vÃ©nement adv chaque date.Dans un premier temps, lâ€™ADC-IKIBIRI sâ€™Ã©tait fixÃ© lâ€™objectif dâ€™Å“uvrer en prioritÃ© pour que le p biaisÃ© par les fraudes Ã©lectorales avÃ©rÃ©es et constatÃ©es au coursÂ de lâ€™enrÃ´lement, de la campagne et du scrutin Ã©lections communales, soit revu dans son entiÃ¨retÃ©,Â et que les Ã©lections soient rÃ©organisÃ©es dans de meilleures conditions.Cependant, lâ€™action politique de la coalition ADC-IKIBIRI va plus loin que le seul objectif de rÃ©organisation du processus Ã©lectoral. En effet, la coalition a adoptÃ© dâ€™autres objectifs principauxÂ Ã moyen et long termes dontÂ :Adopte vision commune, et mener ensemble des actions sociales et politiques dans lâ€™intÃ©rÃªtÂ supÃ©rieur de la Nation Burundais pour la paix, la sÃ©curitÃ©, la justice et le progrÃ¨s socio-Ã©conomique du Peuple BurundaisÂ ; Mettre sur pied des ensembles politiques viables et efficaces pour accomplir les activitÃ©s politiques et Ã©conomiques vitales pourÂ la nationÂ ; ProtÃ©ger les nombreux acquis sociaux et politiques issus des Accords de Paix signÃ©sÂ par les Burundais; Contribuer efficacement au programme de Consolidation de la Paix au Burundi. Lâ€™ADC-IKIBIRIÂ nâ€™est donc pas une organisation politique devant disparaÃ®tre avec la pÃ©riode Ã©lectorale comme tente de lâ€™imposer actuellement le pouvoir en place par le biais du Minist de lâ€™IntÃ©rieur.Elle a une vision Ã Â moyen et long terme pour le pays qui vise un combat politique axÃ© principalement sur dÃ©racinement au Burundi des principales tares actuelles observÃ©es chez le pouvoir en place, notamment, Â les fraudes Ã©lectorales, la rÃ©pression, la violation massive des droits de lâ€™homme y compris les nombreux assassinats politiques, la corruption, la privation des libertÃ©s publiques et politiques, lâ€™immixtion du pouvoir dans lâ€™organisation interne des partis politiques Ã des fins divisionnistes, etcâ€¦ La majoritÃ©Â des burundais dÃ©sirentÂ un paysÂ dans lequel rÃ¨gnent la paix et sÃ©curitÃ©, le dÃ©veloppement par le recul de la pauvretÃ©, la bonne gouvernance,Â et ce Ã travers une dÃ©mocratie vÃ©ri Cela a un prix que lâ€™ADC-IKIBIRI, soutenu par tous les citoyens Ã©pris de paix et amis du Burundi, soucieux de lâ€™avenir notre pays, est prÃªt Ã payer.NBÂ : Voir de plus amples informations dans la Note de prÃ©sentation de la Coalition ADC-IKIBIRIC)Â Les effets du hold up Ã©lectoral du 24 mai 2010Â Alors quâ€™un processus Ã©lectoral normal et transparent tel qu Ã©tait espÃ©rÃ© aurait permis de ramener la quiÃ©tude, la confiance et lâ€™unitÃ© chez la population, le hold up Ã©lectoral a forcÃ©ment le pays Ã de graves situations dâ€™impasse qui peuventÂ anÃ©antir la Nation si le pouvoir en place continue Ã a dans le chemin quâ€™il sâ€™est tracÃ©. Il sâ€™agit notamment des situations suivantesÂ :1.Â La destruction du processus Ã BurundiLes Accords de paix signÃ©s au Burundi consacrent un processus Ã©lectoral transparent comme un le chemin obligÃ©Â et incontournable pour Ã©loigner Ã Â jamais les divisions socio-politiques qui ont dÃ©truit le pays pendant plusieurs dÃ©cennies. La premiÃ¨re expÃ©rience tentÃ©e en 2005 avait Ã©tÃ© concluante acceptÃ©e malgrÃ©, dÃ©jÃ , de nombreux a blÃ¢mables, imputables au mÃªme parti actuellement au pouvoir. Alors que toute la communautÃ© nationale et internationale espÃ©rait que ce pouvoir en place issu du Parti CNDD-FDD allait en 2010 respecter le chemin dÃ©jÃ tracÃ© par les Accords et les textes de lois, ce fut une forte dÃ©ception quand ce pouvoir en collaboration avec la CENI introduisit dans le processus Ã©lectoral plusieurs outils de fraudes massives qui allaient ayant complÃ¨tement casser tout ce processus. MalgrÃ© les impressionnantes ressources humaines, matÃ©rielles et financiÃ¨res consenties par le pays et la CommunautÃ© internationale pour faire rÃ©ussir ce processus, le pouvoir en place nâ€™a pas hÃ©sitÃ© un seul instant Ã le c pour sâ€™assurer le maintien au pouvoir par tous les moyens, y compris les plus destructeurs pour la Nation.Â Lâ€™ADC-IKIB a tout de suite vigoureusement condamnÃ© ce forfait, tandis que la communautÃ© internationale lâ€™a, dans un premier temps soutenu avant de se rendre compte, plus tard, de la gravitÃ© de la situation. plus tard.2. Lâ€™installation dâ€™un rÃ©gimeÂ p antidÃ©mocratique, Â illÃ©gitime et rÃ©pressif, exclusifFace Ã Â un semblant de soutien tacite de la CommunautÃ©Â Internati

et au refus vigoureux et manifeste de la coalition ADC-IKIBIRI, le pouvoir en place a depuis lors installÃ© au Burundi un rÃ©gime politique antidÃ©mocratique, illÃ©gitime et oppressif. En effet, comment qualifier autrement un rÃ©gime qui, soi-disant a Ã©tÃ© Ã©lu avec une majoritÃ© Ã©crasante par la population, est en train de se rendre coupable des actes rÃ©prÃ©hensible notammentÂ :Â§Â Â Â Â Â Â Â Â Le refus aux Partis et Ã leurs coalitions de fonctionner normalement est une rÃ©alitÃ© au Bu Ministre de lâ€™intÃ©rieur a Ã©crit une correspondance officielle interdisant les coalitions des partis politiques, et ce en violatio flagrante avec les dispositions de la Constitution burundaise qui indiquent queÂ : Article 32Â : "La libertÃ© de rÃ©union et d'association est garantie, de mÃªme que le droit de fonder des associations ou organisations conformÃ©ment Ã la loi". Article 47 : "Toute restriction d'un droit fondamental doit Ãªtre fondÃ©e sur une base lÃ©gale; elle doit Ãªtre justifiÃ©e par l'intÃ©rÃªt gÃ©nÃ©ral ou par la protection d'un droit fondamental d'autrui; elle doit Ãªtre proportionnÃ©e au but visÃ©".Article 48 "Les droits fondamentaux doivent Ãªtre respectÃ©s dans l'ensemble de l'ordre juridique, administratif et institutionnel. La Constitution est la loi suprÃªme. Le lÃ©gislatif, l'exÃ©cutif et le judiciaire doivent la faire respecter. Toute loi non conforme Ã la Constitution est frappÃ©e de nullitÃ©".Article 79: "Les partis politiques et les coalitions de partis politiques doivent promouvoir la libre expression du suffrage et participent Ã la vie politique par des moyens pacifiques". Article 81: "Les partis politiques peuvent former des coalitions lors des Ã©lections, selon des modalitÃ©s fixÃ©es par la loi Ã©lectorale",La destruction par la force des Partis politiques est devenu un mode de gouvernement. Le pouvoir en place a sciemment organisÃ© lâ€™installation par la force au Burundi dâ€™une prÃ©tendue nouvelle direction du Parti FNL-Palipehutu, afin de cha par force son PrÃ©sident lÃ©gal Rwasa Agathon et ses collaborateurs. Ayant constatÃ© la non efficacitÃ© des diffÃ©rents Parti fantoches appelÃ©s Â«Â NyakuriÂ Â» quâ€™il a essayÃ© de crÃ©er de toute piÃ¨ce dans le but nuisible de dÃ©truire les Partis lâ€™opposition, il a pris actuellement comme option de chercher Ã remplacer par force les directions de ces Partis. Le pouvoir en place compte faire la mÃªme chose pour les organisations des droits de lâ€™homme qui osent dÃ©noncer les exactions de violations des droits de lâ€™homme au Burundi. La rÃ©pression dans le sang des dirigeants etÂ membres des Partis de lâ€™opposition est une douloureuse rÃ©alitÃ© au Burundi. Plusieurs personnes ont Ã©tÃ© retrouvÃ©es mortes assassinÃ©es dans les riviÃ¨res aprÃ¨s avoir Ã©tÃ© arrÃªtÃ©es par la police et les autres services de sÃ©curitÃ©. De nombreuses personnes Ã©tÃ© arrÃªtÃ©es et jetÃ©es en prison pour le simple fait quâ€™ils appartiennent aux Partis de lâ€™opposition. Lâ€™exclusio de lâ€™opposition dans les emplois et autres biens que la nation met Ã la disposition des citoyens est devenue un mode de Gouvernement au Burundi. Aucun cadre dirigeant ou autre membre de lâ€™opposition ne peut prÃ©tendre accÃ©der Ã un emp dans le secteur public sâ€™il doit passer par une quelconque signature ou un quelconque accord dâ€™un membre du Parti au pouvoir. Donner quelques exemples de personnes assassinÃ©es ou emprisonnÃ©es. Chercher sâ€™il nâ€™est pas trop tard d images et autres illustrations quâ€™on peut afficher ou projeter.3. Le renforcement de lâ€™insÃ©curitÃ©, de graves divisions sociales et politiques dans la populationLes Accords de paix signÃ©s au Burundi visaient notamment Ã ramener la confiance et lâ€™unitÃ© qui avaient Ã©tÃ© tant Ã©prouvÃ©es dans la population. Ceci fut concrÃ©tisÃ© par lâ€™entrÃ©e du FNL-Palipehutu (* Attention, il y a erreur ici)dans les Institutions Ã partir de lâ€™annÃ©e 2003, et un arrÃªt visible des violence causÃ©es par des groupesÂ armÃ©es, Ã©tatiques ou rebelles. Actuellement, toutes ces avancÃ©es sont en train dâ€™Ãªtre d complÃ¨tement. Quâ€™ils sâ€™appellent bandits armÃ©s, malfaiteurs non identifiÃ©s ou rebelles suivant les appellations quâ€ bien leur donner, lâ€™on constate que les violences causÃ©es par ces groupes sont en train de reprendre et de sâ€™intensifie plus belle au Burundi. De nombreuxÂ meurtres et assassinats portantÂ un cachet politique continuent Ã Ãªtre signalÃ©s dans toutes les contrÃ©es du pays.Â Des bandits et tueurs Ã gage de tout acabit profitent de la confusion gÃ©nÃ©rale pour semer l terreur dans la campagne et dans les centres urbains. Le pays va droit Ã la reprise de la guerre civile. Ceci est un indicateur incontestable que le Burundi connaÃ®t actuellement une recrudescence de graves divisions sociales et politiques dans la population.4. La perte de confiance de la population dans leur son pays et ses dirigeants, ainsi que la perte de confiance des bailleurs de fonds.Alors que la population attendait des Ã©lections un pouvoir qui puisse assurer la sÃ©curitÃ©, la quiÃ©tude, la paix et des actions concrÃ¨tes et efficaces contre la grande pauvretÃ© qui lâ€™assaille, elle nâ€™ quâ€™Ã lâ€™insÃ©curitÃ© permanente, lâ€™emprisonnement ou lâ€™assassinat,Â le renforcement de la misÃ¨re et la famin pays, la population exprime sa dÃ©ception lorsquâ€™elle ne sâ€™enfonce pas dans un mutisme rÃ©signÃ©. Conscient de son illÃ©gitimitÃ©, le pouvoir en place essaie de se protÃ©ger en renforÃ§ant les mauvais rÃ©flexes de pratiques de mauvaise gouvernance dont la corruption et lâ€™achat des consciences, les montages des machinations et des mensonges politiques pour avoir lâ€™occasion de rÃ©primer, emprisonner ou Ã©liminer physiquement les membres et leaders de lâ€™opposition, les journalistes et les dÃ©fenseurs des droits de lâ€™homme. Les bonnes dÃ©clarations dâ€™intention ayant Ã©tÃ© exprimÃ©es pouvoir en place de vouloir rÃ©primer ces dÃ©lits se sont rÃ©vÃ©lÃ©es rÃ©veillÃ©es Ãªtre des leurres, destinÃ©es Ã calmer l des bailleurs de fonds, qui eux aussi, aprÃ¨s avoir fermÃ© les yeux sur le hold up Ã©lectoral, commencent Ã se poser de sÃ©rieuses questions et Ã avoir des doutes sÃ©rieux profondes sur la capacitÃ© du pouvoir en place Ã redresser la situation. Comment en effet, expliquer autrement quâ€™aucune lumiÃ¨re ne soit encore faite sur les dossiers Â«Â IntepÃ©trolÂ Â», Â«Â P 50Â Â», le pÃ©trole nigÃ©rian, les commanditaires des malversations Ã la SOSUMO, les cadavres des militants de lâ€™oppos trouvÃ©s dans les diffÃ©rentes riviÃ¨res du Burundi, les massacres dans les champs de canne Ã sucre Ã Rukoko et dans bien dâ€™autres endroits du paysÂ ? OÃ¹ est la tolÃ©rance zÃ©ro dans ces dossiersÂ ?D)Â En conclusionLes effets du hold up Ã© du 24 mai 2010 au Burundi sont actuellement nombreuxÂ et fortement prÃ©judiciables pour la Nation burundaise. Lâ€™on ne pourrait pas prÃ©tendreÂ les Ã©numÃ©rer tous sans se tromper. Nous voudrions cependant clÃ´turer notre propos par quelques propositions pouvant amorcer un retour Ã un minimum de conditions permettant le rÃ¨glement des principaux problÃ¨mes qui sont en train de tuer notre pays.a) Dans un premier temps, le PrÃ©sident de la RÃ©publique, quelle que soit la faÃ§on dont il a Ã©tÃ© Ã©lu, se doit de comprendre quâ€™il a le devoir sacrÃ© dâ€™incarner lâ€™UnitÃ© NationaleÂ et pa manifester par des actes concrets, surtout pendant cette pÃ©riode oÃ¹ le pays connaÃ®t de graves difficultÃ©s. Câ€™est dans cadre quâ€™il devrait prendre certaines mesures dâ€™apaisement prÃ©curseuses dont notammentÂ :Limoger immÃ©diateme de les hauts responsables des services de police et de sÃ©curitÃ© qui sont pointÃ©s du doigt dans les diffÃ©rentes graves violations des droits de lâ€™homme connus ces derniers jours au Burundi. Ordonner la libÃ©ration immÃ©diate de tous les nombreux prisonniers issus des Partis politiques et de lâ€™opposition ainsi que tous les prisonniers dâ€™opinion qui ont tous Ã

emprisonnÃ©s sur des accusations fausses de vouloir perturber la sÃ©curitÃ© du pays. Ordonner Ã tous les membres du Gouvernement et Chefs de service du secteur public et parapublic en charge de lâ€™attribution des emplois de le faire sans aucune exclusion aucuneÂ basÃ©e sur lâ€™appartenance politique. Ordonner aux Chefs de services concernÃ©s de ne plus mener des actions de rÃ©pression,Â de menaces et dâ€™atteintes aux libertÃ©s publiques Ã lâ€™endroit des membres de lâ€™opposition. Organiser une large consultation avec toutes les organisations politiques et sociales en vue de prÃ©parer un dialogue franc et sincÃ¨re entre le pouvoir en place et ces organisations politiques et sociales en gÃ©nÃ©ral, et en particulierÂ avec lâ€™opposition politique constituÃ©e par lâ€™ADC-IKIBIRI. Sâ€™impliquer personnellement dans la recherc conditions favorables afin que tous les Leaders des Partis politiques de lâ€™opposition ayant fui le Burundi puissent revenir rapidement dans le pays. b) La communautÃ© internationale qui est aussi garante du processus de paix au Burundi doit changer sonÂ comportementÂ compliceÂ Ã lâ€™endroit de tous les acteurs politiques au Burundi et principalement envers le Gouvernement du Burundi. Il nâ€™y a plus aucun doute pour personne que le processus Ã©lectoral a Ã©tÃ© conduit de faÃ§on non transparente, conduisant ainsi au chaos politique actuel. La communautÃ© internationale ne devrait plus se voiler la face et essayer de se donner bonne conscience en prÃ©tendant que câ€™est le boycott des Partis de lâ€™opposition qui a ren le processus inopÃ©rant. Elle devrait notammentÂ :Exiger des enquÃªtes indÃ©pendantes sur les assassinats qui ont eu lieu ces derniers jours aprÃ¨s les Ã©lections. Ceci devrait Ãªtre une condition incontournable avant dâ€™octroyer des fonds dâ€™ai au Gouvernement burundais. Exiger que le pouvoir en place initie dans lâ€™immÃ©diat un dialogue direct entre lui et les Partis de lâ€™opposition, sous lâ€™observation directe de la CommunautÃ© internationale et les organisations de la sociÃ©tÃ© civile devrait Ãªtre aussi une conditionnalitÃ© dâ€™octroi des fonds dâ€™aide. Exiger du Gouvernement un audit complet par des ex indÃ©pendants de tout le processus Ã©lectoral et octroyer des fonds pour cet audit en vue dâ€™identifier les principales lacune et fraudes, aux fins de prÃ©parer les Ã©lections Ã venir. Exiger du Gouvernement que toute la lumiÃ¨re soit faite sur les dossiers de mauvaise gouvernance impliquant les fonds publics dont notammentÂ : les dossiers Â«Â IntepÃ©trolÂ Â», Â«Â Falc 50Â Â», le pÃ©trole nigÃ©rian, les commanditaires des malversations Ã la SOSUMO, et bien dâ€™autres. Exiger du Gouverne que tous les octrois dâ€™emplois et dâ€™autres servicesÂ impliquant dâ€™une faÃ§on ou dâ€™une autre des fonds dâ€™ai fonds ou des fonds publics, soient transparents et non exclusifs envers une partie de la population dont principalement les membres des partis de lâ€™opposition. c) Les Partis politiques de lâ€™opposition et ceux appartenant au pouvoir en place s doivent aussi dâ€™instruire leurs militants dâ€™arrÃªter immÃ©diatement les actes de division, de destruction mutuelle, dâ€™h violente et de mÃ©fiance dans lesquels ils sont en train de sâ€™enfoncer consciemment ou inconsciemmentÂ et ce malgrÃ© e Les leaders de ces partis doivent multiplier des rencontres de concertation afin de dÃ©samorcer la bombe.Dans un contexte burundais habituÃ©Â Ã Â des rÃ©flexes de division et dâ€™exclusion, la coalition ADC-IKIBIRI se propose de mener u dÃ©marche unificatrice basÃ©e sur le respect des principes pertinents des Accords de paix et de la Constitution. Nous appelons tous les burundais et toute la CommunautÃ© Internationale Ã soutenir lâ€™ADC-IKIBIRI dans cette dÃ©marche. En combinant tous nos efforts, nous amÃ¨nerons tous nos concitoyens burundais Ã retourner aux bonnes mÃ©thodes pouvant leur faire parvenir aux objectifs de dÃ©veloppement, de bonne gouvernance, dâ€™inclusion et de dialogue que leur propose lâ€™ADC-IKIBIRI. Notre espoir est que nos efforts pourront aboutir rapidement avant quâ€™il nâ€™y ait trop de dÃ©gÃ¢ts dans pays.Â Je vous remercie.